Comptes du bilan national et des flux financiers, premier trimestre de 2024

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le jeudi 13 juin 2024

Portée par la vigueur des marchés boursiers et du marché du logement, la valeur nette des ménages augmente

Les ménages étaient plus riches au premier trimestre de 2024, puisque leur valeur nette, c'est-à-dire la valeur de tous les actifs moins tous les passifs, s'est accrue de 548,2 milliards de dollars (+3,3 %) pour s'élever à 16 925,0 milliards de dollars. Les marchés boursiers ont continué d'enregistrer une tendance à la hausse, l'indice S&P 500 ayant progressé de 10,2 %, affichant une croissance supérieure ou égale à 10 % pour un deuxième trimestre d'affilée, et l'indice composé S&P/TSX ayant augmenté de 5,8 %. Après avoir reculé pendant deux trimestres consécutifs, le marché du logement s'est redressé, la valeur des biens immobiliers résidentiels ayant progressé de 213,0 milliards de dollars au premier trimestre.

Dans l'ensemble, la valeur des actifs financiers totaux des ménages au premier trimestre a augmenté de 3,6 % (+349,3 milliards de dollars) pour atteindre un sommet inégalé (10 022,2 milliards de dollars) pour un deuxième trimestre consécutif, et la valeur des actifs non financiers totaux s'est accrue de 2,1 % (+207,6 milliards de dollars). Par ailleurs, le passif financier, constitué principalement de la dette hypothécaire et non hypothécaire, a progressé de 8,7 milliards de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2023. Il s'agit de la plus lente hausse trimestrielle du passif des ménages (+0,3 %) depuis le premier trimestre de 2023, les taux d'intérêt élevés demeurant des éléments importants dans la réflexion des ménages au premier trimestre de 2024.

La valeur nette des ménages n'est pas répartie de façon uniforme entre tous les quintiles de patrimoine, puisque la majeure partie du patrimoine est détenue par un nombre relativement faible de ménages au Canada. À titre d'exemple, tout comme au quatrième trimestre de 2023, plus de 90 % de la valeur nette était détenue par les ménages propriétaires d'un logement. Au quatrième trimestre de 2023, le quintile de patrimoine supérieur affichait une valeur nette moyenne par ménage de plus de 3,3 millions de dollars, tandis que les ménages du quintile inférieur avaient un passif dont la valeur dépasse celle de leur actif.

Le taux d'épargne des ménages augmente sous l'effet de la forte hausse des entrées dans les fonds d'investissement

Le taux d'épargne des ménages (données désaisonnalisées) a augmenté au premier trimestre de 2024 pour atteindre 6,9 %, ce qui représente le plus haut taux depuis le premier trimestre de 2022 et qui s'explique par le fait que la hausse du revenu disponible (+1,8 %) a plus que contrebalancé celles des dépenses de consommation en valeur nominale (+1,2 %).

Au premier trimestre de 2024, les ménages ont augmenté leurs avoirs en devises et en dépôts de 15,5 milliards de dollars, ce qui représente la plus faible accumulation depuis le troisième trimestre de 2021. Au cours des quatre derniers trimestres, les ménages ont ajouté 113,7 milliards de dollars en dépôts comparativement à 161,3 milliards de dollars au cours des quatre trimestres qui les avaient précédés. En réponse à l'augmentation des taux d'intérêt, les ménages ont commencé à privilégier les dépôts à terme fixe assortis de taux d'intérêt plus élevés. Dans les banques à charte, les dépôts personnels à terme fixe libellés en dollars canadiens représentaient 47,8 % de l'ensemble des dépôts personnels à la fin du premier trimestre de 2024, une proportion en hausse par rapport à moins de 30 % au début de 2022.

Les ménages ont acheté pour 23,8 milliards de dollars de parts de fonds communs de placement au premier trimestre de 2024, une somme supérieure aux flux totaux d'investissement dans les fonds communs de placement observés en 2023. La plupart de ces flux entrants sont allés dans des fonds d'actions négociés en bourse, les investisseurs s'étant tournés vers les actions mondiales étant donné leurs récents rendements, en particulier ceux des entreprises de technologie. Parallèlement, les flux entrants dans des fonds du marché monétaire ont affiché leur niveau le plus bas depuis le premier trimestre de 2022.





Points saillants

Après un quatrième trimestre stable, l'économie canadienne a connu une croissance au cours du premier trimestre de 2024, l'augmentation des dépenses des ménages en services ayant été contrebalancée dans une certaine mesure par le ralentissement de l'accumulation des stocks. Cette hausse des dépenses a surtout été observée dans les services de télécommunication, le loyer et le transport aérien, tandis que la baisse de l'accumulation des stocks a été généralisée, mais elle a été particulièrement marquée dans l'industrie de la vente au détail de véhicules automobiles. Les entreprises sondées dans le cadre de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises ont continué de se montrer optimistes quant à leurs perspectives, même si elles s'attendaient à rencontrer des obstacles tels que l'inflation, la hausse de coûts des intrants et d'autres défis liés à la main-d'œuvre.

Le taux directeur est demeuré inchangé, se maintenant à 5,00 % lors de six annonces de taux consécutives, y compris au cours du premier trimestre de 2024. Toutefois, à la suite d'une baisse de 25 centièmes en juin, il a été ramené à 4,75 %. Un ralentissement de l'activité d'emprunt hypothécaire des ménages a été observé au premier trimestre, ce qui a donné lieu à la poursuite de la tendance à la modération des emprunts hypothécaires amorcée en 2022 après les hausses de taux d'intérêt. Malgré les taux d'inflation et d'intérêt élevés, la confiance des consommateurs, quoique faible, s'est améliorée au cours du premier trimestre de 2024, un plus grand nombre d'entre eux prévoyant acheter une nouvelle maison selon les données de l'Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada.

La vigueur des marchés boursiers intérieurs et étrangers s'est maintenue au premier trimestre de 2024, après la relance observée à la fin de 2023. La valeur des obligations canadiennes a diminué, les rendements pour toutes les échéances ayant augmenté. Il s'agit d'une légère inversion par rapport au quatrième trimestre de 2023. Parallèlement, la valeur des biens immobiliers résidentiels s'est redressée après deux baisses trimestrielles consécutives. Les emprunts de l'administration publique fédérale sur le marché du crédit ont augmenté pour un deuxième trimestre d'affilée, l'émission d'obligations s'étant poursuivie et l'émission d'effets à court terme ayant repris. La position d'actif net étranger du Canada s'est renforcée, puisque l'affaiblissement du dollar canadien et la vigueur des marchés boursiers étrangers ont fait croître la valeur des investissements canadiens à l'étranger malgré la faiblesse des bons du Trésor américain.

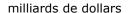
La valeur des biens immobiliers résidentiels se redresse

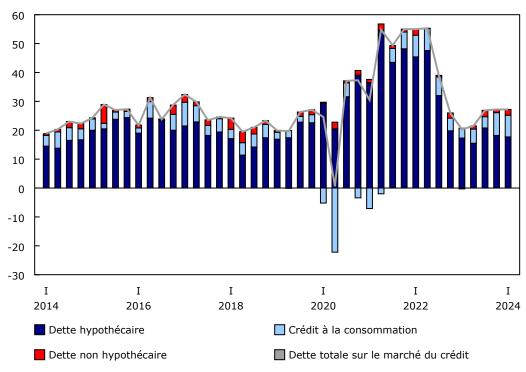
Après avoir affiché des baisses trimestrielles consécutives au cours de la deuxième moitié de 2023, la valeur des biens immobiliers résidentiels des ménages a augmenté de 2,6 % au premier trimestre de 2024. L'activité sur le marché de la revente au premier trimestre de 2024 a été bien supérieure à celle observée au premier trimestre de 2023; la valeur des ventes s'est accrue de 16,0 % d'une année à l'autre. Cette hausse de l'activité s'est accompagnée d'une croissance notable des prix. D'ailleurs, en mars 2024, le prix de vente moyen des maisons sur le marché de la revente a dépassé les 700 000 \$, une première depuis juin 2023. Toutefois, cette hausse des prix n'a pas été observée dans toutes les provinces, puisque l'Ontario (-0,8 %) et la Colombie-Britannique (-1,1 %) ont enregistré une diminution des prix des maisons sur une base désaisonnalisée au cours du premier trimestre de 2024, malgré l'augmentation de l'activité de revente dans les deux provinces.

Les emprunts des ménages sur le marché du crédit stagnent sur une base désaisonnalisée

Au premier trimestre de 2024, le rythme des emprunts des ménages sur le marché du crédit (en données désaisonnalisées) s'est stabilisé pour se situer à environ 27,2 milliards de dollars pour un deuxième trimestre consécutif. La demande de dette hypothécaire a ralenti pour un deuxième trimestre d'affilée pour s'établir à 17,7 milliards de dollars au premier trimestre, tandis que la demande de dette non hypothécaire a légèrement augmenté pour atteindre 9,5 milliards de dollars. Les emprunts non hypothécaires étaient principalement constitués du crédit à la consommation, qui est demeuré élevé pour un deuxième trimestre consécutif.

Graphique 1 Dette des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés





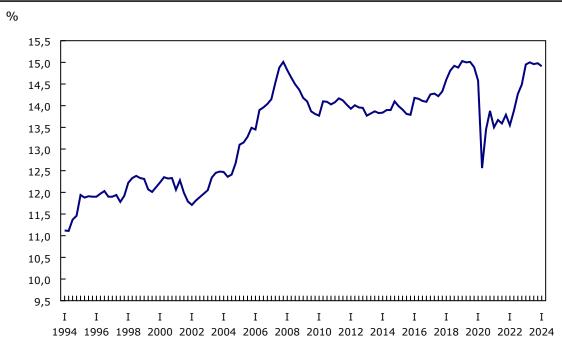
Source(s): Tableau 38-10-0238-01.

Le ratio du service de la dette des ménages diminue sur une base désaisonnalisée

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond au total des paiements obligatoires du capital et des intérêts sur la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, a diminué pour passer de 14,98 % à la fin de 2023 à 14,91 % au premier trimestre de 2024. L'augmentation du revenu disponible des ménages (+1,9 %), par rapport à celle des paiements sur la dette (+1,4 %), a été à l'origine de l'allègement des obligations au titre du service de la dette.

Depuis le début de 2022, lorsque la Banque du Canada a commencé à relever le taux directeur, les paiements d'intérêts hypothécaires ont doublé, atteignant un sommet de 25,0 milliards de dollars au premier trimestre de 2024. Les paiements de capital hypothécaire ont enregistré une légère diminution de 0,2 milliard de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2023 pour s'établir à 12,2 milliards de dollars au premier trimestre de 2024, moins que la moitié des paiements d'intérêts hypothécaires.

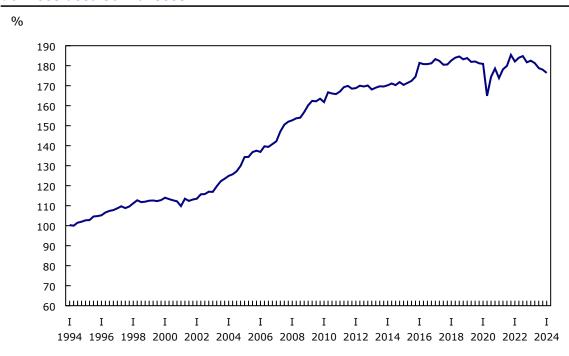
Graphique 2 Ratio du service de la dette des ménages



Source(s): Tableau 11-10-0065-01.

La dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible a reculé pour un quatrième trimestre consécutif, passant de 178,0 % au quatrième trimestre de 2023 à 176,4 % au premier trimestre de 2024. Cette baisse est attribuable à la croissance du revenu disponible des ménages, qui a une fois encore dépassé celle de la dette sur le marché du crédit. Autrement dit, il y avait 1,76 \$ de dette sur le marché du crédit pour chaque dollar de revenu disponible des ménages au premier trimestre de 2024.

Graphique 3 Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible des ménages, données désaisonnalisées



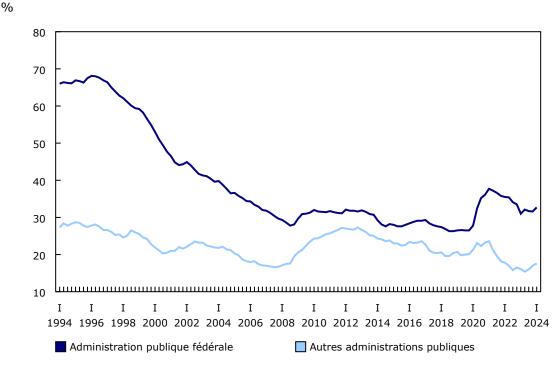
Source(s): Tableau 38-10-0238-01.

Augmentation des emprunts de l'administration publique fédérale en vue du financement d'éléments extraordinaires

La demande de fonds de l'administration publique fédérale s'est accrue pour passer de 21,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2023 à 48,2 milliards de dollars au premier trimestre de 2024, et elle a pris principalement la forme d'obligations (31,3 milliards de dollars) et de bons du Trésor (15,2 milliards de dollars). Il s'agit du troisième trimestre en importance pour ce qui est des emprunts contractés sous la forme d'obligations et de bons du Trésor, derrière le deuxième trimestre de 2020 (300,7 milliards de dollars) et le deuxième trimestre de 2021 (52,3 milliards de dollars), qui étaient tous deux le résultat de programmes liés à la pandémie de COVID-19. L'administration publique fédérale s'est tournée vers des instruments de dette à court terme au premier trimestre de 2024, car la proportion de l'encours des bons du Trésor par rapport à la dette totale a augmenté et la majorité des nouvelles obligations avaient une échéance de cinq ans ou moins.

Les besoins financiers de l'administration publique fédérale ont été plus grands au premier trimestre de 2024. Cela s'explique en partie par le paiement de 23,3 milliards de dollars que le gouvernement du Canada a effectué en février 2024 dans le cadre de l'accord de règlement final relatif au programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et de la radiation de prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). Le ratio du passif financier net de l'administration publique fédérale au produit intérieur brut (PIB) a donc augmenté pour s'élever à 32,7 % au premier trimestre de 2024, comparativement à 31,7 % au quatrième trimestre de 2023. Les avoirs en obligations de l'administration publique fédérale se sont accrus de 7,0 milliards de dollars au cours de cette période, une hausse principalement attribuable au lancement du programme d'achats d'obligations hypothécaires du Canada.

Graphique 4
Passifs financiers nets du gouvernement en pourcentage du produit intérieur brut



Source(s): Tableau 38-10-0237-01.

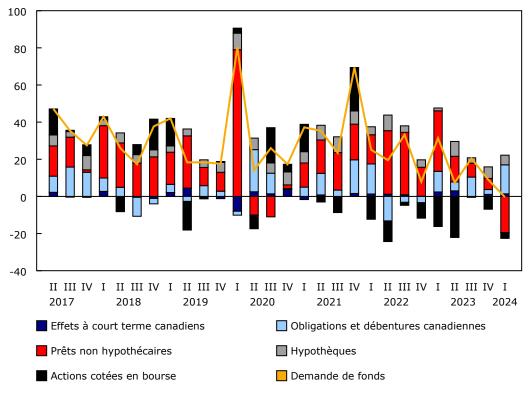
D'importants remboursements de prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes font diminuer la demande de fonds des sociétés privées non financières

Les remboursements et rachats d'obligations sur le marché du crédit ont dépassé les nouveaux prêts initiés et les émissions au premier trimestre de 2024, ce qui a contribué à la baisse relative de la demande de fonds émanant des sociétés privées non financières (-9,4 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent. Cette diminution concernait surtout les prêts non hypothécaires (-25,5 milliards de dollars), bon nombre d'entreprises ayant remboursé leur prêt du CUEC et plus de 5 milliards de dollars de prêts ayant été exonérés. Parallèlement, les émissions d'obligations (+15,6 milliards de dollars) ont repris, tandis que des rachats nets d'actions cotées en bourse ont été enregistrés pour un neuvième trimestre consécutif (-3,1 milliards de dollars au premier trimestre de 2024), mais à un rythme plus lent qu'au trimestre précédent.

Au premier trimestre, compte tenu de l'augmentation des taux d'intérêt et du niveau d'endettement déjà élevé, les sociétés privées non financières ont continué de réduire le levier d'endettement relativement à la taille de l'économie canadienne et le ratio d'endettement (valeur marchande) des sociétés privées non financières en proportion du PIB s'est établi à son plus faible niveau depuis le quatrième trimestre de 2017.

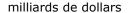
Graphique 5 Demande de fonds par les sociétés non financières privées

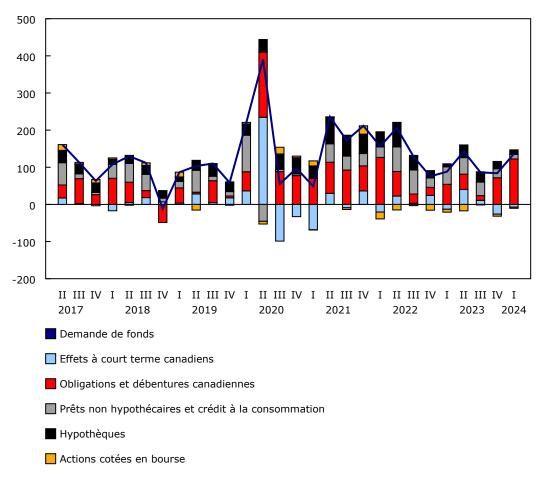
milliards de dollars



Source(s): Tableau 36-10-0579-01.

Graphique 6 Demande intérieure de fonds par instrument





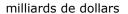
Source(s): Tableau 36-10-0578-01.

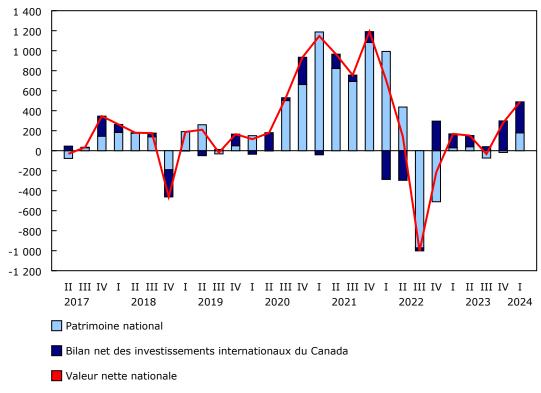
Le patrimoine national et le bilan des investissements internationaux augmentent

La valeur nette nationale, soit la somme du patrimoine national et de la position d'actif net étranger du Canada, s'est accrue de 488,3 milliards de dollars au premier trimestre de 2024, le patrimoine national et le bilan des investissements internationaux ayant progressé. La hausse de la valeur nette nationale du Canada est principalement attribuable à la croissance continue du bilan des investissements internationaux (+18,4 %), elle-même portée par la vigueur des marchés boursiers mondiaux. Au cours des six derniers trimestres, le bilan des investissements internationaux a augmenté de près de 1,2 billion de dollars.

La valeur totale des actifs non financiers au Canada, aussi appelée patrimoine national, s'est accrue de 1,1 % au premier trimestre de 2024 pour atteindre 17 013,6 milliards de dollars, une croissance stimulée par la reprise observée sur le marché du logement. La valeur des ressources naturelles (à l'exclusion des terres), qui comprennent principalement les réserves d'énergie et de minerais ainsi que le bois, a diminué de 75,5 milliards de dollars au premier trimestre, surtout sous l'effet du ralentissement de la production d'énergie.

Graphique 7 Variation de la valeur nette nationale, selon la composante





Source(s): Tableau 36-10-0580-01.

Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Téléchargez notre application mobile et accédez rapidement aux données du bout des doigts! L'application StatsCAN est offerte gratuitement dans l'App Store et sur Google Play.

Note aux lecteurs

Révisions

Cette publication des données pour le premier trimestre de 2024 des comptes du bilan national et des flux financiers comprend les estimations révisées du premier trimestre au quatrième trimestre de 2023. Ces données intègrent de nouvelles données, des données révisées, ainsi que des données sur les tendances saisonnières mises à jour.

Des améliorations aux données des comptes du bilan national et des flux financiers, telles que l'élaboration de renseignements détaillés sur les contreparties par secteur, seront incorporées de façon continue. Pour faciliter cette initiative ainsi que d'autres initiatives, il est nécessaire de prolonger la période de la révision annuelle (normalement les trois années précédentes) au moment de la diffusion des données du troisième trimestre.

Des renseignements détaillés sur ces révisions figurent dans « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2023 ».

Général

À moins d'indication contraire, les taux de croissance représentent la variation en pourcentage dans la série d'un trimestre au suivant, par exemple du quatrième trimestre de 2023 au premier trimestre de 2024.

À moins d'avis contraire, les données figurant dans la présente diffusion sont désaisonnalisées.

Mesures de soutien prises par les gouvernements

Des renseignements concernant certaines des mesures de soutien plus significatives du gouvernement fédéral liées à la pandémie de COVID-19 figurent maintenant dans le tableau 36-10-0687 : Mesures de soutien liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral dans le Système des comptes macroéconomiques, trimestriels.

Comptes financiers et du patrimoine sur une base de qui à qui : certains instruments financiers

Le produit de visualisation des données « Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers » a été mis à jour en fonction des données du premier trimestre de 2023 au premier trimestre de 2024.

Prochaine diffusion

Les données du deuxième trimestre de 2024 sur les comptes du bilan national et des flux financiers seront diffusées le 12 septembre 2024.

Aperçu des comptes financiers et du patrimoine

La présente diffusion des données des comptes financiers et du patrimoine regroupe les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et les comptes des autres changements d'actifs.

Les CBN sont composés des bilans de tous les secteurs et sous-secteurs de l'économie. Les principaux secteurs sont les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les non-résidents. Les CBN englobent tous les actifs non financiers nationaux et toutes les créances d'actifs et de passifs financiers non réglées de tous les secteurs. Afin de permettre une meilleure interprétation des données des flux financiers, certaines séries sur les emprunts des ménages sont offertes sur une base désaisonnalisée (tableau 38-10-0238-01). Toutes les autres données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page Données désaisonnalisées — Foire aux questions.

Les CFF permettent de mesurer les prêts et les emprunts nets par secteur en examinant les opérations financières dans l'économie. Ils fournissent une mesure de l'investissement financier net, qui correspond à la différence entre les opérations en actifs financiers et en passifs financiers (par exemple, les achats nets de titres moins les émissions nettes de titres). Les CFF fournissent également le lien entre les activités financières et non financières dans l'économie, lequel associe les estimations de l'épargne et l'acquisition de capital non financier (p. ex. l'investissement en logements neufs) aux opérations financières sous-jacentes.

Alors que les CFF enregistrent des changements dans les actifs et les passifs financiers entre l'ouverture et la fermeture du bilan associé aux transactions lors de la période de comptabilisation, la valeur des actifs et des passifs détenus par une institution peut aussi changer pour d'autres raisons. Ces autres types de changements, qu'on appelle les autres flux économiques, sont comptabilisés dans le compte des autres changements d'actifs.

Ce compte comporte deux composantes principales. La première composante principale est le compte des autres changements de volume d'actifs. Ce compte comprend les changements dans les actifs et les passifs non financiers et financiers liés à l'apparition et à la disparition économique d'actifs, les effets d'événements externes comme les guerres ou les catastrophes sur la valeur des actifs ainsi

que les changements de classification et de structure des actifs. La deuxième composante principale est le compte de réévaluation, qui présente l'accumulation de gains et de pertes liés à la possession d'actifs ou de passifs non financiers et financiers revenant aux propriétaires pendant la période de comptabilisation et découlant des changements dans les évaluations aux prix du marché.

Actuellement, seul l'agrégat des autres changements d'actifs est accessible dans le Système canadien des comptes macroéconomiques; aucun renseignement sur les différentes composantes n'est accessible.

Les définitions relatives aux indicateurs financiers sont présentées dans « Indicateurs financiers des Comptes du bilan national » et dans le Glossaire du Système canadien des comptes macroéconomiques.

Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages

Les CBN pour le secteur des ménages sont répartis entre un certain nombre de dimensions socioéconomiques dans le cadre des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages. Des données sur le patrimoine et ses composantes selon le quintile de revenu, le groupe d'âge, la génération et la région peuvent être consultées dans les tableaux 36-10-0585-01, 36-10-0586-01, 36-10-0589-01 et 36-10-0590-01.

Il est possible d'en apprendre davantage sur la méthodologie utilisée pour les estimations sur le patrimoine des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages en consultant l'article intitulé « Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, estimations des répartitions des actifs, des passifs et de la valeur nette, 2010 à 2023 : rapport technique sur la méthodologie et la qualité ».

Tableau 1
Comptes du bilan national — Valeur marchande, données non désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2022	Premier trimestre de 2023	Deuxième trimestre de 2023	Troisième trimestre de 2023	Quatrième trimestre de 2023	Premier trimestre de 2024	Quatrième trimestre de 2023 au premier trimestre de
							variation en
			milliards d	e dollars			milliards de dollars
Valeur nette nationale	17 949	18 117	18 269	18 235	18 516	19 004	488
Variation d'une période à	4.0				4.5		
l'autre, en pourcentage Patrimoine national	-1,2 16 856	0,9 16 886	0,8 16 926	-0,2 16 852	1,5 16 835	2,6 17 014	 179
Variation d'une période à l'autre,	10 030	10 000	10 920	10 032	10 033	17 014	173
en pourcentage	-2,9	0,2	0,2	-0,4	-0,1	1,1	
Bilan net des investissements	2,0	0,2	0,=	٥, .	٥,.	.,.	
internationaux du Canada	1 093	1 231	1 343	1 383	1 681	1 990	310
Valeur nette nationale, par							
secteur	4====	40.40=	10.110	10.110		40.00=	= 40
Secteur des ménages	15 707	16 185	16 442	16 140	16 377	16 925	548
Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages	208	214	220	226	230	233	3
Secteur des sociétés	1 029	696	589	775	920	867	-53
Secteur des administrations	1 023	030	000	773	320	007	00
publiques	1 005	1 021	1 018	1 095	989	979	-10
							variation en
			dolla	ars			dollars
Valeur nette nationale par							
habitant Patrimoine national par habitant	454 435 426 762	455 896 424 919	455 601 422 112	449 937 415 815	454 148 412 923	463 291 414 771	9 143 1 848

^{..} n'ayant pas lieu de figurer

Note(s): Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s): Tableau 36-10-0580-01.

Tableau 2 Indicateurs du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages — Valeur marchande

	Quatrième trimestre de 2022	Premier trimestre de 2023	Deuxième trimestre de 2023	Troisième trimestre de 2023	Quatrième trimestre de 2023	Premier trimestre de 2024
	2022	2023		2023	2020	2024
			%			
Secteur des ménages, données non désaisonnalisées						
Dette en proportion du produit intérieur brut (PIB)	101,80	100,81	101,96	102,65	102,24	101,56
Dette en proportion du revenu disponible	184,18	182,31	182,27	181,36	180,10	177,49
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	181,88	179,99	179,95	179,03	177,79	175,14
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu						
disponible	173,13	171,43	171,42	170,51	169,32	166,76
Valeur nette en proportion du revenu disponible	1 010,17	1 030,33	1 032,03	996,47	997,52	1 012,99
Dette en proportion des actifs totaux	15,42	15,03	15,01	15,40	15,29	14,91
Dette en proportion de la valeur nette	18,23	17,69	17,66	18,20	18,06	17,52
Dette sur le marché du crédit en proportion de la valeur nette	18,00	17,47	17,44	17,97	17,82	17,29
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion de la valeur						
nette	17,14	16,64	16,61	17,11	16,97	16,46
Total des actifs en proportion de la valeur nette	118,23	117,69	117,66	118,20	118,06	117,52
Actifs financiers en proportion de la valeur nette	57,96	57,64	57,40	57,53	59,06	59,22
Actifs financiers en proportion des actifs non financiers	96,18	95,99	95,25	94,82	100,13	101,56
Capitaux propres en proportion des biens immobiliers	75,46	76,12	76,28	75,64	75,10	75,63
Biens immobiliers en proportion du revenu disponible	549,15	560,42	563,27	546,00	530,21	534,04
Secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service						
des ménages, données non désaisonnalisées						
Dette en proportion du PIB	103,96	102,97	104,14	104,84	104,43	103,81
Dette en proportion du revenu disponible	182,90	181,12	181,14	180,21	179,01	176,53
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	178,68	176,93	176,95	176,02	174,88	172,39
Secteur des ménages, données désaisonnalisées						
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	181,68	182,51	181,31	178,81	177,98	176,42
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu						
disponible	172,97	173,85	172,71	170,28	169,52	168,00
Ratio du service de la dette	14,49	14,95	15,00	14,96	14,98	14,91

Source(s): Tableaux 38-10-0235-01 et 38-10-0238-01.

Tableau 3 Indicateurs du secteur des sociétés — Données non désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2022	Premier trimestre de 2023	Deuxième trimestre de 2023	Troisième trimestre de 2023	Quatrième trimestre de 2023	Premier trimestre de 2024	
	%						
Secteur des sociétés							
Dette totale des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur marchande)	82,67	80,74	79,60	81,89	79,09	76,64	
Dette sur le marché du crédit des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur comptable)	55,98	56,51	55,85	55,79	56,13	56,36	
Ratio d'endettement total (valeur marchande) des sociétés privées non financières en proportion du produit intérieur brut							
(PIB)	154,75	156,39	156,81	157,87	155,03	154,29	
Ratio d'endettement sur le marché du crédit (valeur marchande) des sociétés privées non financières en proportion du PIB	70,27	71,29	71,78	72,37	71,88	71,52	

Source(s): Tableau 38-10-0236-01.

Tableau 4 Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2022	Premier trimestre de 2023	Deuxième trimestre de 2023	Troisième trimestre de 2023	Quatrième trimestre de 2023	Premier trimestre de 2024		
	%							
Secteur des administrations publiques Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du produit								
intérieur brut (PIB), administrations publiques	125,44	122,34	123,01	123,82	124,97	126,35		
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres	59,34	56,70	57,52	57,17	58,05	59,29		
administrations publiques	60,78	60,56	60,27	60,78	60,92	61,34		

Tableau 4 Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2022	Premier trimestre de 2023	Deuxième trimestre de 2023	Troisième trimestre de 2023	Quatrième trimestre de 2023	Premier trimestre de 2024
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administrations publiques Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB,	27,00	22,71	23,09	23,59	23,85	24,74
administration publique fédérale Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres	33,51	30,96	32,07	31,74	31,65	32,70
administrations publiques	16,54	16,14	15,36	16,05	16,99	17,63

Source(s): Tableau 38-10-0237-01.

Tableaux disponibles: 11-10-0065-01, 36-10-0448-01, 36-10-0467-01, 36-10-0578-01 à 36-10-0580-01, 36-10-0668-01 et 38-10-0234-01 à 38-10-0238-01.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1804 et 1806.

Le document « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2023 », qui fait partie de la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), est accessible.

Il est possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers », qui fait partie de la série Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X).

Comme complément à cette diffusion, vous pouvez également consulter le produit de visualisation de données intitulé « Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, patrimoine : outil interactif », qui fait partie de la série Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X).

Comme complément à cette diffusion, vous pouvez également consulter le produit de visualisation de données intitulé « Statistiques sur les titres financiers », qui fait partie de la série Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X).

Le portail Statistiques des comptes économiques, accessible sous l'onglet *Sujets* du site Web de Statistique Canada, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leurs structures.

Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur* : Système canadien des comptes macroéconomiques (13-606-G).

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques* (13-607-X).

Il est également possible de consulter le produit Canada: Données économiques et financières - norme spéciale de diffusion des données plus du Fonds monétaire international (13-608-X), « Comptes des autres sociétés financières » aussi connu sous le nom « Actifs et passifs des autres sociétés financières par secteur, valeur marchande, trimestrielle » (tableau 36-10-0668-01).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).